

(Remplir cette partie à l'aide de la notice)

Concours / Examen : INSPECTEUR EXT. DES FINANCES PUBLIQUES Session : 2026

Epreuve n° : 1 Matière : NOTE DE SYNTHÈSE

CONSIGNES

- Remplir soigneusement, sur CHAQUE feuille officielle, la zone d'identification en MAJUSCULES.
- Ne pas signer la composition et ne pas y apporter de signe distinctif pouvant indiquer sa provenance.
- Numéroté chaque feuille A3 dans le cadre à droite et placer les feuilles dans le bon sens et dans l'ordre.
- Rédiger avec un stylo à encre foncée (bleue ou noire) et ne pas utiliser de stylo plume à encre claire.
- N'effectuer aucun collage ou découpage de sujets ou de feuille officielle. Ne joindre aucun brouillon.

Feuille :

1	/	2
---	---	---

L'Etat français possède 39 millions de mètres carrés dont environ 1300 immeubles sont protégés au titre des monuments historiques. Ce domaine public très vaste jouit d'un prestige unique porté par des immeubles connus par delà ses frontières : le Louvre, l'Opéra Garnier, le Mont-Saint-Michel, etc. Par ailleurs, son caractère public permet l'accès à l'art et la culture au plus grand nombre et garantit sa protection.

Cet exceptionnel patrimoine pose toutefois le défi de son entretien particulier au regard de son ancienneté et des savoir-faire à mobiliser. Il sollicite de fait des ressources budgétaires importantes dans un contexte budgétaire contraint.

Des lors, il convient de se demander comment assurer l'exploitation et l'entretien du patrimoine historique de l'Etat en poursuivant sa mission d'intérêt général et d'influence ?

La richesse du patrimoine français a des besoins conséquents (I) mais apporte des gains significatifs pour les citoyens et l'influence française dans le monde (II).

I) Un patrimoine qui mobilise des ressources à la hauteur de sa richesse.

La préservation du patrimoine historique de l'Etat (A) sollicite le concours de financements publics et privés massifs (B).

A) Le défi de la conservation des monuments historiques.

L'Etat français est ^{un} acteur important de la protection du patrimoine français et particulièrement du patrimoine immobilier

historique. Bien qu'il ne possède que 3% des monuments du territoire national, il est propriétaire des plus illustres, hérités notamment de la Couronne de France (Chambord, Versailles, Versailles...) ou de la loi de séparation des églises et de l'État de 1905. C'est un actif important tant en terme de surface que de valeur pécuniaire (62,6 milliards d'euros pour 50 millions de m^2 selon l'État). Mais au-delà de leur valeur ils constituent un bien commun de tous les français.

Cependant, cette présence importante de biens d'exceptions dont les châteaux et les cathédrales (83) sollicite de la puissance publique des moyens financiers conséquents. Ainsi, le plan de rénovation du Louvre, "Nouvelle Renaissance du Louvre", nécessite à lui seul 800 millions d'euros dont 300 à 400 millions d'euros sont consacrés aux équipements climatiques et aux normes. La rénovation du château de Villers-Cotterêts dans le cadre de la création de la cité internationale de la langue française en a mobilisé 211 millions. Ces deux projets partagent des défis structurels d'ancienneté et de sauvegarde de leur valeur historique et archéologique.

Enfin, ces monuments font appel à des savoirs-faire uniques. 600 compagnons ont été appelés à Villers-Cotterêts et 250 entreprises et ateliers ont travaillé à la restauration de la cathédrale Notre-Dame de Paris. L'État doit donc s'assurer de conserver ses compétences sur le territoire.

Le patrimoine historique de l'État est donc hors norme et la question du financement met à l'épreuve la gestion publique.

B) Un financement qui mobilise des ressources publiques et privées.

Les monuments nationaux ayant vocation à être visités ou à accueillir des événements disposent de ressources propres qu'ils peuvent mobiliser afin d'assurer l'entretien ou des investissements. Ainsi, dans le cas d'un besoin particulier, ces derniers peuvent augmenter le prix des entrées. Toutefois, eu égard à la mission d'intérêt général qu'ils

assurent, l'outil est à manier avec précaution. C'est pourquoi le Louvre, en plus d'augmenter ses tarifs, a différencié la hausse pour les visiteurs étrangers. Certaines institutions, surtout les plus développées et célèbres, peuvent se permettre de vendre leur marque comme cela s'est fait pour le Louvre Abu Dhabi (83,1 millions d'euros en licence en 2023).

Ensuite, l'État propriétaire, dont le ministère de la Culture gère 448 monuments, investit et subventionne notamment au travers des comptes d'affectation spéciale "gestion du patrimoine immobilier de l'État" et du programme 348 (5 milliards d'euros pour le programme).

Enfin, les institutions culturelles font appel au mécénat et aux opérateurs privés. L'exemple le plus marquant est probablement la restauration de Notre-Dame et les quelques 846 millions d'euros de dons récoltés. Mais au-delà, les ressources apportées par les locations, les concessions, les tournages... Assurent des revenus complémentaires pour financer leur fonctionnement.

En conclusion, ce modèle permet une diversification des sources de revenus pour assurer une pérennité des investissements et de l'exploitation. L'État n'intervient alors plus que sur les gros investissements et pour s'assurer lui-même.

Si le besoin d'entretien massif, inscrit dans une économie en tension, est toutefois un investissement nécessaire pour l'État.

II) Un trésor collectif rayonnant sur le monde

Le patrimoine national est un bien au service des citoyens et des territoires (A) et qui participe à l'influence française (B).

A) Le patrimoine immobilier historique, un bien commun au service de l'art, de la culture et du développement territorial.

Premièrement, le patrimoine historique est particulièrement aimé des français. En 2022, plus de 10 millions de visiteurs ont visité les monuments historiques. Certains monuments à notoriété internationale établissent à eux seuls des records : 12 millions pour Notre-Dame, 8,1 millions pour Versailles, 6 millions pour la Tour Eiffel. Cette fréquentation, aidée par les touristes étrangers, 90 millions

par an de 50 millions en Ile-de-France, génère une activité économique majeure estimée à 21,5 milliards de chiffre d'affaires en Ile-de-France.

Par ailleurs, les monuments historiques sont un levier de dynamisme et d'activité dans les territoires. Villers-Cotterêt par exemple accueille 40 % de visiteurs venus de l'Alsace. Alors que l'immobilier de l'Etat ne siège partant sur le territoire (seul 19 % en Ile-de-France), il peut être un outil important de développement économique et culturel avec des emplois à la clé.

En dernier lieu, ce patrimoine historique est un lieu d'éducation et de partage des savoirs. 15 000 groupes scolaires se sont rendus à Villers-Cotterêt. Ils sont également le lieu de rencontres et de manifestations culturelles comme des festivals et des concerts.

Mais les biens nationaux, qui sont d'abord à destination des français, sont un instrument d'influence plus large.

B) Un élément d'influence culturelle internationale

La France est plus que ses institutions, son territoire ou même ses habitants. C'est une idée, un art de vivre, qui inspire le monde, fruit d'une longue histoire portée en héritage. La puissance publique ne se prive donc pas d'en user.

D'abord, elle peut s'appuyer sur la francophonie qui offre une chambre d'échos aux quatre coins du globe. C'est dans ce but assez clair qu'a été édifiée la Bête internationale de la langue française.

Ensuite, les institutions culturelles sont des ambassades à travers le monde. A travers des marques (le Louvre), des partenariats (flamme Olympique, actions avec les musées étrangers...) ou encore directement auprès des touristes qui viennent en France. Les quelques 2,8 millions d'américains, 2 millions de britanniques ou 1,19 millions de chinois visitant l'Ile-de-France ont autour d'ambassadeurs francophiles qui confortent le place de la France dans le concert des Nations.

Enfin, la politique patrimoniale porte une idée humaniste. Celle de la culture partagée dans le monde entier.

(Remplir cette partie à l'aide de la notice)

Concours / Examen : INSPECTEUR EXTERNE DES FINANCES PUBLIQUES Session : 2026

Epreuve n° : 1

Matière : NOTE DE SYNTHÈSE

CONSIGNES

- Remplir soigneusement, sur CHAQUE feuille officielle, la zone d'identification en MAJUSCULES.
- Ne pas signer la composition et ne pas y apporter de signe distinctif pouvant indiquer sa provenance.
- Numéroté chaque feuille A3 dans le cadre à droite et placer les feuilles dans le bon sens et dans l'ordre.
- Rédiger avec un stylo à encre foncée (bleue ou noire) et ne pas utiliser de stylo plume à encre claire.
- N'effectuer aucun collage ou découpage de sujets ou de feuille officielle. Ne joindre aucun brouillon.

Feuille :

2	/	2
---	---	---

En conclusion, bien que la France soit face au défi de l'entretien de son parc immobilier, ses externalités positives sur le territoire et à l'international méritent un investissement conséquent. Cet investissement pourra trouver sa source dans un modèle associant public et privé mais sous l'égide du pilote unique qu'est l'État.

Note d'avis :

Avec une dette d'émission 115 % du PIB et plus de 5 % de déficit en 2024, la France est obligée de faire des choix budgétaires cruciaux pour allier stabilité des dépenses et sauvegarde de ses missions. L'investissement dans la culture est fortement soumis à cette contrainte budgétaire tant ses gains sont parfois perçus comme faibles ou immédiats.

Cependant, la méthode qui consiste à repousser, à manquer de lucidité face aux besoins ou à privilégier des dépenses visibles pose des difficultés réelles et surtout des retards qui coûtent chers.

L'affirmation de Jack Lang traduit toute la difficulté à arbitrer entre les dépenses et à avoir une vision claire des gains attendus. L'investissement dans de grands projets patrimoniaux est-il donc compatible avec une gestion maîtrisée des dépenses ?

L'investissement nécessaire dans les biens immobiliers historiques (A) ne peut se mesurer qu'à l'aulne du prestige (B).

A) Le patrimoine, un bien à préserver dans l'intérêt général

Le patrimoine français est unique. Il est le fruit d'une histoire

et d'une volonté déterminée de femmes et d'hommes à le préserver comme Viollet-Le-Duc ou Hébrin. Il a permis de développer une école française du patrimoine et de la préservation de l'architecture.

Le patrimoine, l'Etat, garant de l'intérêt général, se doit de le préserver. De plus, c'est un outil qui apporte une activité économique considérable. Au-delà du tourisme, ce sont autant de savoir-faire, de recherches, de sciences, de techniques qui sont développés et qui forment un tissu économique important.

Par ailleurs, il est mobilisé pour une éducation apprenante et cultivée. La possession et l'investissement de l'Etat garantit un accès de tous, et particulièrement aux plus défavorisés. C'est un héritage des Lumières.

Enfin, le soft-power français dans le monde est une priorité qui passe par le prestige dont l'immobilier en est un levier. Avec le réseau diplomatique le plus développé de l'Union Européenne et les plus de 220 millions de locuteurs de sa langue, elle se doit de maintenir son rang. Mais cela ne saurait passer au-dessus de toute considération.

B) Des investissements à mesurer et à arbitrer dans un cadre de confiance

La situation des comptes publics ne saurait se suffire d'une affirmation selon laquelle l'investissement serait rendu au centuple. Il faut un diagnostic fin des besoins, une estimation lucide des coûts et des objectifs clairs pour évaluer objectivement la balance coûts/bénéfices.

Une stratégie permettant de limiter l'engagement des deniers publics en renforçant l'autonomie budgétaire des établissements apparaît plus opportune dans le contexte. Elle doit cependant s'accompagner de mécanismes de contrôle pour éviter les sous-investissements chroniques. Cela repose aussi sur des données chiffrées précises.

Enfin, la dépense doit se faire avec la plus grande transparence.

En effet, une dépense de 'prestige' peut vite être perçue comme le fait du prince et rejetée par la population sensible à la pression fiscale.

En conclusion, la dépense doit être mesurée et ses gains mesurables pour un pilotage sain des projets.

proposition d'action concrète :

Intitulé de l'action : "parraine ton patrimoine"

Description : Le projet "parraine ton patrimoine" consisterait à lancer une campagne annuelle de dons aux biens immobiliers de l'Etat. Le don pourrait se faire via une plateforme de l'Etat en laissant le choix du monument aux donateurs. Il pourrait également se faire au moment de la déclaration de revenu pour obtenir une déduction fiscale.

Objectif : financer le patrimoine à haute valeur historique et culturelle

Moyens :

- site internet dédié
- compte d'affectation spéciale
- redirection depuis impots.gouv.fr
- communication

acteurs :

- ministère de la culture
- DRA C
- DGFiP
- service d'information du gouvernement

indicateurs :

- montant des dons
- indicateurs de "clicks" sur la plateforme
- sondages
- projets financés

attendus : financement de restaurations importantes partout en France

membre du site
Devenez-fonctionnaire.fr
téléchargement gratuit